

Rhône-Alpes^{Région}



ccmira

COOPÉRATIONS ET MOBILITÉS INTERNATIONALES RHÔNE-ALPES

APPEL À PROJETS

ANNÉE 2016

rhonealpes.fr



I – LES OBJECTIFS DE L'APPEL À PROJETS

L'appel à projets « Coopérations et mobilités internationales Rhône-Alpes » vise à renforcer les coopérations internationales dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Au-delà de l'effort régional en faveur de la mobilité étudiante, la Région souhaite faire converger les dispositifs de coopération internationale, les projets de mobilité des chercheurs, des doctorants et des étudiants et les initiatives des réseaux économiques rhônalpins. Attirer l'excellence scientifique sur notre territoire, mettre nos expertises et savoirs au service du développement, en lien avec les régions partenaires de Rhône-Alpes, faire émerger des pôles scientifiques de niveau international et porter une dynamique d'enseignement et de recherche à travers le monde, telles sont les ambitions que se donne CMIRA.

Deux types de financements sont concernés par l'appel à projets :

- le financement global des projets de coopérations structurantes / volet « COOPERA »,
- le financement individuel de la mobilité internationale / volet « mobilités ».

Avertissement : les éléments budgétaires encadrant ce dispositif seront soumis au vote de la nouvelle assemblée régionale dans les premiers mois de 2016.

1 / Les projets de coopération : COOPERA

- ▶ **COOPERA** encourage les collaborations structurantes académiques et scientifiques par le financement de projets de coopération. Ces projets devront, de préférence, s'articuler autour de plusieurs volets incluant des actions de formation, des actions de recherche ou des actions couplées « formation / recherche » (mode privilégié).
- ▶ **Sont éligibles à ce dispositif** : les établissements d'enseignement supérieur et de recherche rhônalpins y compris les Communautés d'universités et d'établissements (COMUE). Le projet peut être porté par plusieurs établissements. Dans ce cas, cette spécificité doit être signalée et détaillée dès le dépôt du projet. Les Communautés de Recherche Académiques (ARC) peuvent proposer des projets mais ceux-ci doivent être déposés par les établissements d'enseignement supérieur et de recherche intégrés au projet.

Les financements sont exclusivement octroyés dans le cadre d'accords inter établissements formalisés et en cours de validité.

Aucun dossier susceptible d'être éligible aux autres programmes de la Région ne pourra être retenu au titre de cet appel à projets. Un projet transmis hors délai n'est pas éligible, de même qu'un projet transmis directement à la Région par un chef de projet, sans validation du chef d'établissement.

- ▶ **La durée des projets** : les projets seront déposés pour une ou deux années universitaires avec une allocation des moyens pour chacune des années du projet. Dans le cas des projets déposés sur deux années, ceux-ci devront être réalisés entre la date de délibération et le 31 décembre de l'année N+2. Les établissements devront apporter la preuve d'un début de réalisation dans un délai de 9 mois à compter de la date de délibération.
- ▶ **Les critères d'éligibilité**
 - Les projets pourront recouvrir **tous les champs scientifiques** dans leurs déclinaisons enseignement supérieur, recherche et innovation ; les sciences de l'homme et de la société doivent y trouver leur place.
 - Seuls les projets de coopération impliquant les acteurs universitaires et de recherche des **régions partenaires de Rhône-Alpes** pourront être retenus. Néanmoins, des projets impliquant des structures situées hors d'une région partenaire pourront être retenus s'il n'existe pas d'acteur universitaire ou de recherche dans la région partenaire en question et si ce projet de coopération a, à terme, un effet levier et des implications concrètes sur les territoires partenaires de Rhône-Alpes.
 - Sont également éligibles, les projets à dimension européenne dont un acteur rhônalpin est coordonnateur, c'est-à-dire pilote d'un consortium constitué entre les différents partenaires européens.

Au-delà de ces critères d'éligibilité, la Région sélectionnera les projets en privilégiant les dimensions suivantes :

- **Le caractère mutualisé du projet** entre plusieurs acteurs, porté de préférence au niveau d'un regroupement de type COMUE ou assimilé ;
- **L'aspect innovant** du projet sur la thématique visée ;
- **L'implication de l'établissement du pays étranger partenaire** (niveau de co-financement...);
- **L'intégration d'acteurs économiques rhônalpins** lorsque le projet scientifique s'inscrit dans le domaine des recherches appliquées.

2 / La mobilité internationale

Dans la continuité des actions déjà soutenues, la Région souhaite **encourager la circulation des savoirs et la mobilité** des étudiants, doctorants et enseignants/chercheurs.

Les financements seront exclusivement octroyés dans le cadre d'accords inter-établissements formalisés et en cours de validité pour l'ensemble des mobilités. La sélection se fera au regard du classement du projet par l'établissement et de l'excellence du candidat.

► « Accueil Sup »

Pour bénéficier de cette bourse, l'étudiant étranger doit venir dans le cadre d'une coopération universitaire et suivre un cursus de niveau master 2 (ou équivalent) dans une université ou une Grande École de Rhône-Alpes. Pour les doubles diplômes, la bourse peut être accordée sur les deux années de master (1 et 2). Les étudiants étrangers venant faire un stage dans une entreprise ou un laboratoire de Rhône-Alpes sont également éligibles à condition que ce stage soit réalisé en lien avec l'établissement universitaire d'accueil et que l'éventuelle gratification nette perçue ne dépasse pas 15% du plafond horaire de la sécurité sociale. La bourse est d'un montant de **615 € par mois** pour un séjour de **4 à 9 mois**. Les mobilités peuvent concerner des étudiants issus des régions qui n'ont pas d'accord de partenariat avec la Région (70 % des mobilités retenues devront concerner des étudiants issus de ces territoires). Les projets de mobilité retenus devront prioritairement s'appuyer sur une convention entre un établissement rhônalpin et un établissement étranger situé dans une région partenaire de Rhône-Alpes. La Région privilégiera les candidats s'inscrivant dans un projet de coopération alliant recherche, formation et développement économique et social de type COOPERA.

► « Accueil Doc »

Pour bénéficier de ce financement, le doctorant étranger doit venir dans le cadre d'une action de recherche portée par un établissement d'enseignement supérieur et de recherche ou une COMUE de Rhône-Alpes. Le montant de cette aide est de **710 € par mois** pour une durée de **3 à 6 mois**.

Cette aide ne peut être accordée qu'une seule fois à un même bénéficiaire. Dans le cas de doctorants en cotutelle, le renouvellement n'est possible qu'une seule fois.

Les projets de mobilité retenus devront s'appuyer sur une convention entre un établissement rhônalpin et un établissement étranger situé dans une région partenaire de Rhône-Alpes. La Région pourra toutefois financer des projets de mobilité liés à des régions non partenaires si l'excellence du candidat le justifie.

La Région privilégiera les candidats s'inscrivant dans un projet de coopération alliant recherche, formation et développement économique et social de type Coopéra.

► « Explo'RA Doc »

Pour bénéficier de ce financement, le doctorant rhônalpin doit partir à l'étranger dans le cadre d'une action de recherche portée par un établissement d'enseignement supérieur et de recherche ou une COMUE de Rhône-Alpes. Le doctorant candidat doit être inscrit en thèse dans un établissement rhônalpin. Dans le cas de candidats étrangers, l'établissement (laboratoire d'accueil) doit obligatoirement se situer dans un pays différent de leur pays d'origine. L'établissement étranger d'accueil doit être habilité à délivrer un diplôme équivalent au doctorat français. Cette aide est d'un montant de **710 € par mois** pour un séjour de **3 à 6 mois**.

Cette aide ne peut être accordée qu'une seule fois à un même bénéficiaire. Dans le cas de doctorants en cotutelle, le renouvellement n'est possible qu'une seule fois.

Les projets de mobilité retenus devront s'appuyer sur une convention entre un établissement rhônalpin et un établissement étranger situé dans une région partenaire de Rhône-Alpes. La Région pourra toutefois financer des projets de mobilité liés à des régions non partenaires si l'excellence du candidat le justifie.

La Région privilégiera les candidats s'inscrivant dans un projet de coopération alliant recherche, formation et développement économique et social de type Coopéra.

► « Accueil Pro »

Pour bénéficier de ce financement, le post-doctorant, chercheur ou enseignant-chercheur étranger doit venir dans le cadre d'une action couplée de recherche - formation (de préférence) ou de recherche portée par un établissement d'enseignement supérieur et de recherche ou une COMUE de Rhône-Alpes. Cette aide est destinée à participer aux frais d'accueil, dans des laboratoires de recherche publics rhônalpins, des chercheurs étrangers titulaires d'un doctorat. Le montant de cette aide est de **2 500 € par mois** pour un séjour de **3 à 10 mois**.

Cette aide ne peut être accordée qu'une seule fois à un même bénéficiaire.

Les mobilités devront s'inscrire dans le cadre d'un projet COOPERA.

Les projets de mobilité retenus devront obligatoirement être en lien avec un établissement étranger situé dans une région partenaire de Rhône-Alpes.

► « Explo'RA Pro »

Pour bénéficier de ce financement, le post-doctorant, le chercheur ou enseignant-chercheur rhônalpin doit partir dans le cadre d'une action couplée de recherche-formation (de préférence), ou de recherche portée par un établissement d'enseignement supérieur et de recherche ou une COMUE de Rhône-Alpes.

Cette aide est destinée à financer le séjour, dans un laboratoire étranger, des chercheurs rhônalpins titulaires d'un doctorat ou qui doivent le soutenir pendant l'année universitaire en cours. Le montant de cette aide est de **2 500 € par mois** pour une durée de **3 à 10 mois**.

Cette aide ne peut être accordée qu'une seule fois à un même bénéficiaire.

Les mobilités devront s'inscrire dans le cadre d'un projet COOPERA.

Les projets de mobilité retenus devront obligatoirement être en lien avec un établissement étranger situé dans une région partenaire de Rhône-Alpes.

- ▶ Les aides « Accueil pro » et Explo'RA pro » seront attribuées à la demande de l'établissement, soit :
 - pour le versement d'un salaire. La somme versée sera alors de 2 500 € par mois, charges salariales et patronales comprises ;
 - pour le versement d'une subvention d'accompagnement à la mobilité. Cette subvention permettra à l'établissement de payer les frais de transport, d'hébergement, de restauration et les frais directement liés à la mobilité ou de payer des *per diem*. Le montant définitif tiendra compte du régime de TVA applicable au projet.
- ▶ **Peuvent déposer des demandes de mobilités individuelles :** les établissements d'enseignement supérieur et de recherche et les COMUE. Les ARC peuvent porter des candidatures mais celles-ci devront être déposées par les établissements d'enseignement supérieur et de recherche liés au projet. Les établissements de recherche ne peuvent pas déposer de projets « Accueil sup ».
- ▶ **Durée des mobilités :** les financements seront accordés au titre d'une mobilité effectuée entre la date de la délibération et le 31 décembre 2017. Un justificatif attestant d'un début de réalisation de la mobilité devra toutefois parvenir à la Région dans les 9 mois à compter de la date de délibération. Les mobilités peuvent être réalisées en deux fois en cas de force majeure ou si l'intérêt scientifique du projet le justifie et à condition que cet élément figure lors du dépôt de la demande.

Des financements de mobilités PRO, dont le nombre sera voté en commission permanente, seront intégrés au programme de la Commission franco américaine Fulbright et au programme PRESTIGE de Campus France. Ces projets seront instruits en dehors des projets COOPERA.

1/ Programme Fulbright

L'intégration de ce prestigieux programme à l'appel à projets CMIRA vise à flécher des financements, par an et par COMUE, pour l'accueil, en Rhône-Alpes, de post-doctorants américains désireux de développer des travaux scientifiques dans des laboratoires rhônalpins.

Compte tenu des contraintes de calendrier de la Commission Fulbright, les établissements intéressés doivent nous faire remonter leurs propositions d'accueil pour la rentrée de septembre 2017 dès l'appel à projets 2016.

Un formulaire sera téléchargeable à cet effet sur l'extranet Cmiranet.

Les propositions seront transmises à la Commission Fulbright dès la clôture de l'extranet.

La Commission relaiera ensuite ces propositions auprès des universités américaines pour faire émerger des candidatures. Ces dernières seront alors présentées lors de l'appel à projets 2017.

2/ Programme PRESTIGE / Actions Marie Curie-COFUND

Ce programme - coordonné par Campus France - est cofinancé dans le cadre des Actions Marie Curie-COFUND du 7e PCRDT de l'Union européenne et vise à renforcer la mobilité internationale des chercheurs en offrant des subventions pour des mobilités postdoctorales de et vers la France (www.prestige-postdoc.fr).

Des subventions PRESTIGE de mobilités entrantes et sortantes pourront être cumulées avec des financements CMIRA afin d'offrir aux chercheurs des conditions d'embauche plus attractives. En ce sens, des financements CMIRA seront attribués en lien avec les Domaines de Spécialisation intelligente de la Stratégie Régionale d'Innovation et de Spécialisation Intelligente (SRI-SI) de Rhône-Alpes, à savoir :

- Santé personnalisée et maladies infectieuses et chroniques ;
- Procédés industriels et usine éco-efficace ;
- Réseaux et stockage d'énergies ;
- Bâtiment intelligent à haute efficacité énergétique ;
- Technologies numériques et systèmes bienveillants ;
- Usages, technologies et systèmes de mobilité intelligente ;
- Sports, tourisme et aménagement de montagne.

Les établissements rhônalpins intéressés devront nous faire remonter leurs propositions via un formulaire à retourner à l'adresse suivante cmira@rhonealpes.fr. En parallèle, les établissements et chercheurs devront déposer leurs candidatures PRESTIGE sur l'outil en ligne mis en place par Campus France.

3 / Une priorité accordée aux régions partenaires de Rhône-Alpes

Les projets COOPERA devront impliquer un ou des établissements d'une région partenaire de Rhône-Alpes. Les projets de mobilités individuelles devront, eux, concerner de manière prioritaire une région partenaire. Les projets de mobilité PRO devront obligatoirement concerner une région partenaire de Rhône-Alpes.

La Région Rhône-Alpes développe des coopérations inter régionales dans une vingtaine de pays en Europe, Amériques, Asie, Afrique et en Méditerranée. Cibler les soutiens CMIRA sur ces zones de coopération s'inscrit dans une stratégie globale, ancrée dans la durée, de partenariats institutionnels et économiques privilégiés.

▶ Les régions partenaires de Rhône-Alpes

Allemagne

Land du Bade-Wurtemberg

Argentine

Province de Buenos Aires, de Mendoza, de Cordoba

Arménie

(ensemble du pays)

Brésil

État du Parana

Burkina Faso

Région des Hauts Bassins

Canada

Province de Québec

Chine

Municipalité de Shanghai, Province du Sichuan

Espagne

Généralité de Catalogne

États-Unis

État de Pennsylvanie

Gouvernorat de Jéricho (Palestine)

Italie

Régions de Lombardie, du Piémont, de la Vallée d'Aoste et de la Ligurie

Inde

État du Karnataka

Laos

Province de Khammouane

Liban

Région du Liban Nord

Madagascar

Région de Atsinanana

Mali

Région de Tombouctou

Maroc

Région de Rabat Salé Zemmour Zaer

Paraguay

Département de l'Alto Parana

Pologne

Voïvodie de Malopolska

Sénégal

Régions de Saint-Louis et de Matam, Zone du Ferlo

Suisse

Cantons de Genève, de Vaud, du Valais

Tunisie, Monastir

Uruguay

Département de Rivera

Vietnam

Province d'Hô Chi Minh Ville

Dans le cadre de la coopération institutionnelle entre la Région et Shanghai, les projets universitaires développés sur cette zone, seront co-examinés avec la Municipalité de Shanghai. Les projets COOPERA et les mobilités proposés devront couvrir, en priorité, deux volets :

- un volet « santé » (projets ciblés sur l’infectiologie et la cancérologie),
- un volet « environnement/urbanisme » (projets ciblés sur l’architecture, l’éco construction, la chimie verte, l’eau et l’assainissement).

Pour ces projets COOPERA, un résumé devra être rédigé en anglais lors du dépôt des demandes.

La coopération avec la province du Sichuan est dans le cadre de la thématique Alpes/Sichuan.

II – LA PROCÉDURE DE SÉLECTION DES PROJETS

Saisie, classement et envoi

- ▶ Le chef d’établissement est considéré par la Région comme le maître d’ouvrage des projets présentés par son établissement. Il valide les demandes des chefs de projets, vérifie leur intégration dans la stratégie internationale de l’établissement, les classe puis les transmet à la Région accompagnés d’une note sur la stratégie internationale développée par son établissement.
- ▶ La transmission des dossiers étant dématérialisée, le chef d’établissement adressera par voie postale, un courrier visé par lui, récapitulatif, par dispositif, la liste de projets qu’il aura choisi de présenter, classés par ordre de priorité de l’établissement. Ce courrier a une fonction de vérification et de validation des projets qui auront été transmis via l’extranet.
- ▶ Le chef d’établissement est également le garant des moyens financiers liés au projet.
- ▶ Une fois validé par l’établissement, les COMUE pourront émettre un avis sur les dossiers présentés (mobilités et projets de coopération) via l’extranet. Cet avis permettra, dans une logique de meilleure intégration et de visibilité accrue des sites à l’international, de vérifier la coordination des acteurs et de faire converger les stratégies. Cet avis, tout comme le classement établi par chaque établissement, ne liera pas la Région dans son instruction mais permettra de vérifier la coordination des acteurs pour que convergent les différentes stratégies.

Instruction

- ▶ Quel que soit le classement du dossier par l’établissement, celui-ci sera examiné et instruit par la Région Rhône-Alpes et sera donc susceptible d’être subventionné. Certains projets de coopération, notamment à dominante « recherche », pourront être expertisés par des personnalités extérieures qualifiées et par d’autres directions internes au Conseil régional.

Jury de sélection

- ▶ Les projets seront ensuite présentés aux élus régionaux dans le cadre d’un comité « SRESRI », avant d’être soumis au vote des Conseillers régionaux en Commission permanente. Composé d’élus régionaux, le comité technique SRESRI sera élargi à un représentant pour chaque Communauté d’universités et d’établissements (COMUE), un représentant de l’AGERA (Alliance des Grandes Écoles de Rhône-Alpes), un représentant des communautés de recherche académique, un représentant des clusters économiques et des pôles de compétitivité.
- ▶ Concernant les projets de mobilité (hors PRO), une liste principale et une liste complémentaire, par établissement, seront constituées et présentées au vote de la Commission permanente. Si un candidat de la liste principale se désiste, il sera procédé à son remplacement par un candidat de la liste complémentaire, présenté par le même établissement.

III – COMMENT DÉPOSER UN PROJET ?

L’extranet

Afin de faciliter le dépôt des projets et la transmission d’informations entre la Région et les établissements éligibles, la Région a conçu un extranet. Tous les projets devront obligatoirement être saisis et transmis à la Région par le biais de cet **extranet** : <http://sicorra.rhonealpes.fr>. L’accès à cet extranet nécessite un code et un mot de passe. Ces derniers ont été communiqués aux chefs d’établissement.

La saisie des projets

Pour vous aider, vous trouverez « un guide de saisie des projets » en téléchargement dans la rubrique « Documentation » de l’extranet.

Le budget prévisionnel des projets de coopération

Dans le cadre des projets de coopération, le budget prévisionnel devra être établi avec soin et être détaillé. Il conviendra d'indiquer des sommes précises permettant d'apprécier la nature des dépenses envisagées. Il ne s'agit pas de surenchérir des sommes mais de jouer la transparence et la réalité des coûts.

Les budgets doivent être présentés par NATURE de dépenses.

Exemple :

- ▶ Ne pas indiquer :
« Journées de réflexions OU Aide aux enseignants »
- ▶ Mais détailler :
 - envoi de mailing
 - édition d'invitations
 - location de films documentaires
 - intervention d'un consultant extérieur
 - frais de déplacement
 - édition d'une plaquette

Les billets d'avion ne sont pris en charge qu'à hauteur du prix en classe économique.

Le budget prévisionnel devra détailler les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement. La réalisation du projet devra respecter la nature des dépenses prévues dans le budget prévisionnel. Les subventions sont accordées par la Région soit en fonctionnement, soit en investissement et devront être justifiées en conséquence. L'agent comptable ou commissaire aux comptes devra le certifier.

Pour les dépenses dont la nature peut être discutable (logiciel, développement informatique, petit mobilier ou matériel, dépenses inférieures à 500 €), il convient de bien vérifier auprès de l'agent comptable de l'établissement dans quelle nature de compte les dépenses devront être imputées. Cette attestation est présente dans le modèle d'état récapitulatif des dépenses réalisées qui doit être visé par l'agent comptable (modèle figurant sur l'extranet / Rubrique documentation).

L'établissement pourra, jusqu'à fin février 2016, apporter des précisions sur la nature HT ou TTC du projet s'il n'a pas cette information au moment du dépôt du projet. Dans la mesure du possible, une attestation de l'agent comptable pourra être transmise pour justifier le régime de TVA applicable.

Ne sont pas éligibles les dépenses suivantes :

- ▶ **Les dépenses réalisées en coût interne** par l'établissement à l'exclusion des *per diem* et des photocopies nécessaires à la réalisation des projets. Les coûts internes sont définis par la Région comme les frais liés directement ou exclusivement (frais de personnel, fluides...) à une opération ou un programme déterminé(e) subventionné(e) mais non justifiés par une facturation spécifique adressée au bénéficiaire.

On peut citer parmi ces coûts internes :

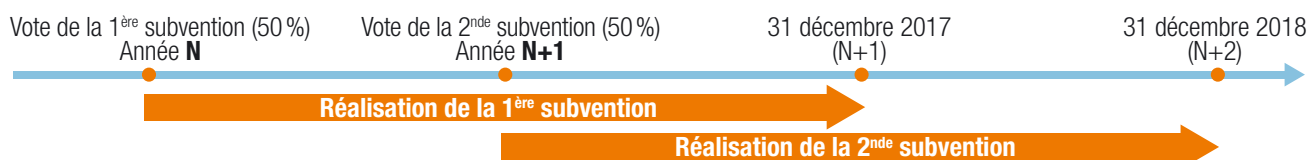
- Les frais de gestion, frais de dossier, etc.
- Les charges de gestion courante, frais généraux : EDF, quote-part de location ou d'entretien de locaux ou matériels, etc.
- Les rémunérations des personnels permanents de l'établissement, y compris les heures complémentaires d'enseignants.

L'inéligibilité de ces frais sera rappelée dans la convention.

- ▶ **Les dépenses de personnel** : ces dépenses n'ont pas vocation à être prises en charge par la Région. Cependant, certaines dépenses clairement affectées au projet peuvent être prises en compte. C'est le cas notamment pour les vacances, les rémunérations de contractuels sur ressources propres de l'établissement. Sont exclues les rémunérations des personnels permanents de l'établissement qui constituent des frais fixes pour celui-ci.

La date d'éligibilité des dépenses :

- pour les projets COOPERA présentés sur une année : les dépenses liées au projet devront être facturées et réalisées entre la date de la délibération (N) et le 31 décembre de l'année N+1. Les dépenses peuvent être engagées à compter de la date de clôture de l'extranet. Ces dernières, engagées avant le vote de la subvention, le sont cependant sous la responsabilité de l'établissement et n'engagent pas la Région dans l'attribution d'une éventuelle subvention.
- pour les projets déposés sur deux années : d'une manière générale, 50 % des financements alloués au projet seront délibérés la première année, une seconde subvention équivalente au 50 % restants sera délivrée la seconde année. Les dépenses liées au projet devront être facturées et réalisées comme suit :



IV – LE SUIVI ADMINISTRATIF ET FINANCIER DES PROJETS

La notification

A la suite de la Commission permanente, la Région Rhône-Alpes adressera aux responsables des établissements un courrier de notification indiquant la liste des dossiers retenus et précisant les montants octroyés à chacun d'eux. Un courrier mentionnant les motifs pour lesquels des projets n'ont pas pu être retenus sera également envoyé aux responsables des établissements.

La convention

La Région Rhône-Alpes établira une convention ou un arrêté regroupant tous les projets subventionnés par nature de subvention et précisant les références des opérations ainsi que les montants de subvention. Ce document détaillera également les modalités de paiement de la subvention, et indiquera les délais de caducité. Aucune relance ne sera effectuée par les services de la Région.

Cette convention ou cet arrêté sera adressé aux établissements en deux exemplaires originaux qui devront être retournés dans les meilleurs délais signés par le responsable de l'établissement. Le Président du Conseil régional signera ensuite les deux exemplaires originaux. La gestion administrative de la subvention par les établissements d'Enseignement supérieur et de recherche et les COMUE pourra commencer dès la signature de la convention par les deux parties. Dès ce moment, les établissements pourront en effet travailler à la préparation des justificatifs pour solliciter, auprès des services de la Région, le paiement de la subvention.

Les différents porteurs des projets subventionnés devront donc être informés par leur établissement des modalités de fonctionnement retenues par la Région et explicitées dans la convention, ainsi que de l'obligation de publicité de la subvention régionale. Le bénéficiaire de la subvention s'engage à mentionner le concours financier de la Région par tous les moyens appropriés à la nature du projet subventionné (logotype sur panneaux, publications, sites internet, etc.).

Les paiements

► Pour les aides à la mobilité

La convention fixera les modalités de versement des différentes aides à la mobilité.

► Pour les projets de coopération

Dès réception des pièces nécessaires, il sera procédé au versement de l'acompte de la subvention d'investissement. Pour le fonctionnement, l'avance sera versée à la signature de la convention, au vu d'un budget prévisionnel.

CONTACTS UTILES

► L'assistance aux utilisateurs : cmira@rhonealpes.fr

► Une hotline, ouverte du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h : **04 26 73 50 02**

Appel à projets CMIRA
Service Actions internationales / DEFI3S / Région Rhône-Alpes
1 esplanade François Mitterrand
CS 20033
69269 LYON CEDEX 02
www.rhonealpes.fr

LE CALENDRIER RÉCAPITULATIF DE L'APPEL À PROJETS

13 octobre 2015	<ul style="list-style-type: none"> Lancement officiel de l'appel à projets et ouverture de l'extranet par la Région http://sicorra.rhonealpes.fr Sélection et classement par le chef d'établissement des projets COOPERA et des demandes de bourses / subventions de mobilité présentés à la Région. Les établissements sont libres de fixer une date de clôture de dépôt des candidatures avant celle fixée par la Région pour des raisons internes (organisation de comités de sélection des projets internes aux établissements notamment). 	
11 janvier 2016	<ul style="list-style-type: none"> Date limite pour le dépôt et la validation « en ligne » des projets de mobilité SUP et DOC par les établissements 	
8 février 2016	<ul style="list-style-type: none"> Date limite pour le dépôt et la validation « en ligne » des projets COOPERA et PRO par les établissements 	
18 janvier 2016	<ul style="list-style-type: none"> Date limite d'envoi des classements « papier » pour le volet mobilité 	
15 février 2016	<ul style="list-style-type: none"> Date limite d'envoi des classements « papier » pour le volet COOPERA 	
Janvier - avril 2016	<ul style="list-style-type: none"> Instruction des demandes de mobilités et des dossiers COOPERA Réunions du Comité SRESRI 	
Avril 2016	<ul style="list-style-type: none"> Vote des subventions pour les mobilités par la Commission permanente du Conseil régional et envoi par la Région des notifications 	
Juin 2016	<ul style="list-style-type: none"> Vote des subventions pour les dossiers COOPERA et PRO par la Commission permanente du Conseil régional et envoi par la Région des notifications 	
	<ul style="list-style-type: none"> Dès que possible et dans les 9 mois suivant la délibération, l'établissement doit apporter la preuve d'un début de réalisation du projet 	<p style="text-align: center;">Envoi des premières pièces justificatives</p> <p style="text-align: center;">▼</p> <p style="text-align: center;">Versement de l'acompte par la Région</p> <p style="text-align: center;">▼</p> <p style="text-align: center;">Envoi des dernières pièces justificatives</p> <p style="text-align: center;">▼</p> <p style="text-align: center;">Versement du solde de la subvention, lorsque l'opération est achevée</p>
31 décembre 2017	<ul style="list-style-type: none"> Fin de la réalisation des mobilités 	
31 décembre 2017	<ul style="list-style-type: none"> Fin de la réalisation des projets COOPERA (ou 31 décembre 2018, pour la 2^{ème} année de subvention des projets COOPERA sur deux ans déposés en 2016) 	
Mai 2018	<ul style="list-style-type: none"> Date limite de paiement du solde des subventions en fonctionnement et en investissement (ou mai 2019, pour la 2^{ème} année de subvention des projets COOPERA sur deux ans déposés en 2016) 	